



FÉVRIER 2021

ACCORD DE PARIS : BILAN ET PERSPECTIVES



© AFP

Écrit par Aliou Mbaye





INTRODUCTION

L'Accord de Paris est un accord international climatique majeur. Il fait suite aux négociations qui se sont tenues lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP 21), cadre de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques. Il a été approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 04 novembre 2016.

Les changements climatiques constituent une urgence mondiale qui dépasse les frontières nationales. Il s'agit d'un problème qui appelle à des solutions coordonnées à tous les niveaux, ainsi qu'une coopération internationale pour que les pays soient en mesure de passer à une économie faible en émissions de carbone. Si le texte ne mentionne aucune réduction chiffrée des émissions des gaz à effet de serre (GES), le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat¹ (GIEC) estime qu'avec un réchauffement global annoncé de 1,5 degré, il est nécessaire de passer à une réduction des émissions des gaz à effet de serre de 70% à 80% d'ici 2050, et zéro émission à l'horizon 2100².

L'enjeu climatique est immense, et notamment pour les pays en voie de développement, qui peinent à développer des politiques concrètes d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique, alors même qu'ils sont les plus vulnérables face aux aléas climatiques. L'Accord de Paris de 2015 mettait en exergue l'importance pour les pays développés d'assister et de donner les outils aux pays en voie de développement pour la mise en œuvre de ces politiques. Ainsi, les premiers doivent aider à limiter l'impact du dérèglement climatique sur ces nations, notamment en contribuant à l'expansion des énergies renouvelables, et en investissant localement pour soutenir les politiques climatiques mises en œuvre.

Les objectifs de la lutte contre le dérèglement climatique

Au-delà du dessein d'établir un cadre global et consensuel sur le climat, l'Accord de Paris pose des objectifs précis à moyen terme.

Le premier concerne la température. L'Accord de Paris vise à renforcer la riposte mondiale en contenant l'élévation de la température en dessous de 2 degrés par rapport aux niveaux

¹ Le GIEC est un organe des Nations Unies fondé en 1998 par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Il a pour mission d'évaluer les changements climatiques, leurs effets, et les risques qu'ils peuvent poser dans un futur proche. Le GIEC a également pour mission de proposer des stratégies de politiques d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique. Ces évaluations et diverses propositions sont ensuite transmises par le biais de rapports aux décideurs.

² GIEC, « rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 degré par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté » [en ligne], 2019 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf



préindustriels, et à limiter l'élévation de la température à 1,5 degré aux niveaux préindustriels³. Pour parvenir à ce résultat, l'Accord international met en place, pour toutes les parties, un plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif est d'inciter à atteindre un seuil de neutralité climatique le plus rapidement possible. Les parties à l'Accord, et plus particulièrement les pays développés, se doivent de montrer l'exemple en assumant des objectifs de réductions au niveau de leur économie nationale. Pour les pays en voie de développement, les combats seront plus difficiles à mener car ils ne bénéficient pas toujours de la transition vers le développement durable. Ainsi, ils doivent accentuer leurs efforts d'atténuation des effets du changement climatique, travailler sur les objectifs de réduction d'émissions de GES, et mettre en place des politiques concrètes d'adaptation aux effets du dérèglement climatique.

Dans un deuxième temps, l'Accord de Paris incite également les pays à mener de véritables coopérations internationales en faveur d'une limitation des effets du dérèglement climatique.

En définitive, cet Accord vise à remettre en question le modèle climatique existant. Les rapports de terrain, des institutions spécialisées et groupes d'experts font part de l'obligation d'évoluer vers un modèle durable plus respectueux de l'environnement. La question climatique doit être placée au centre des dispositions politiques et économiques nationales, comme supranationales. Une certaine discipline internationale doit être opérée afin d'atteindre les objectifs prévus par cet accord. Cette transformation économique et sociale doit s'opérer sur un cycle de cinq ans. Le plancher de l'aide économique a été fixé à 100 milliards de dollars (91 milliards d'euros) par année et doit être revu au plus tard en 2025. Un bilan et une révision globale de l'Accord seront effectués en 2023, puis tous les cinq ans⁴.

2021 : le bilan, cinq ans après l'Accord

Cinq années se sont écoulées après la COP21 et l'Accord de Paris. Entre temps, de nombreuses autres COP ont eu lieu pour proposer des solutions à la question climatique et travailler sur les objectifs de réduction des émissions carbone. Quel bilan peut-on dresser depuis l'Accord de Paris ? Pour le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « les politiques climatiques ne sont pas toujours à la hauteur de l'enjeu »⁵. Les Nations Unies, à travers leur programme pour

³ GIEC, « rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 degré par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté » [en ligne], 2019 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf, page V

⁴ DAHAN Amy, « où va l'accord de Paris ? » [en ligne], Institut Montaigne, 11 décembre 2017, <https://www.institutmontaigne.org/blog/ou-va-laccord-de-paris-decryptage-damy-dahan>

⁵ « Sommet virtuel sur le climat : l'ONU appelle le monde à déclarer l'état d'urgence climatique » [en ligne], France 24, 12 décembre 2020, <https://www.france24.com/fr/france/20201212-cinq-ans-apr%C3%A8s-l-accord-de-paris-un-sommet-virtuel-pour-redoubler-d-efforts-pour-le-climat>



l'environnement (PNUE), estiment qu'il faudrait réduire les émissions mondiales de 7,6% par an entre 2020 et 2030 pour respecter l'objectif de +1,5°C⁶. Or les prévisions tablent plutôt sur une hausse de 2% annuelles sur cette période. Autrement dit, le monde se dirige vers une hausse de +3°C⁷. Ce constat aurait dû être le sujet central de la COP26 de Glasgow⁸, reportée début novembre 2021 à cause de la pandémie de Covid-19. Cette conférence abordera différentes thématiques comme la neutralité carbone, la résilience, l'adaptation ou encore la question du financement⁹.

Le bilan après cinq années d'Accord montre que les objectifs peinent à être atteints, et ce notamment à cause des réticences de certaines entités étatiques, comme les Etats du tiers monde ou les gouvernants climatosceptiques. Le Brésil de Jair Bolsonaro et les Etats-Unis de Donald Trump ont écarté le climat des enjeux de gouvernance. Ces discours climatosceptiques conduisent des pays comme l'Australie à refuser de s'engager lors de la reconstitution du Fonds vert pour le climat¹⁰, et en faveur de la neutralité carbone d'ici 2050. Le Premier ministre Scott Morrison estime que les incendies qui ont frappé le pays ne sont pas liés aux changements climatiques¹¹¹². Le chef du gouvernement australien sacrifie l'écologie au profit de l'économie, et notamment en faveur de l'industrie du charbon. Dans le même élan, des pays comme l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis, la Russie ou encore le Koweït, remettent en doute la parole des experts du GIEC. Ajoutons que la pandémie de Covid-19 a largement complexifié la tenue des objectifs notamment en reportant certains plans nationaux, ou de grands rendez-vous internationaux pour le climat à l'instar de la COP 26 de Glasgow reportée du 1er au 12 novembre 2021.

A ce jour, seize Etats, parties à l'Accord de Paris, ont publié une contribution nationale renforcée dont une partie venant des Etats insulaires et vulnérables (Iles Marshall, Rwanda, Jamaïque, Suriname). Une petite proportion infime qui ne couvre qu'à peine 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Une vingtaine de stratégies de long terme à l'horizon 2050, ont par

⁶ Communiqué de presse extérieure « il faut réduire les émissions mondiales de 7,6% par an au cours de la prochaine décennie pour atteindre l'objectif fixé à Paris » [en ligne], Organisation des Nations Unies, 26 novembre 2019, <https://unfccc.int/fr/news/il-faut-reduire-les-emissions-mondiales-de-76-par-an-au-cours-de-la-prochaine-decennie-pour>

⁷ AFP, « L'Accord de Paris a 5 ans et le monde se dirige vers un réchauffement de plus de 3° » [en ligne], Futura Sciences, 12 décembre 2020, <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/climatologie-accord-paris-5-ans-monde-dirige-vers-rechauffement-3-c-10644/>

⁸ Communiqué de presse extérieure « il faut réduire les émissions mondiales de 7,6% par an au cours de la prochaine décennie pour atteindre l'objectif fixé à Paris » [en ligne], Organisation des Nations Unies, 26 novembre 2019, <https://unfccc.int/fr/news/il-faut-reduire-les-emissions-mondiales-de-76-par-an-au-cours-de-la-prochaine-decennie-pour>

⁹ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, « neutralité carbone, adaptation, financement : les priorités de l'ONU pour la prochaine conférence du climat » [en ligne], 8 février 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/02/1088852>

¹⁰ PROJECT SYNDICATE, « une Australie non durable » [en ligne], Les Echos Planète, 9 novembre 2019, <https://planete.lesechos.fr/contributions/une-australie-non-durable-1050/>

¹¹ « Incendies en Australie : le Premier ministre hué et insulté par des habitants » [en ligne], L'Express, 3 janvier 2020, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/oceanie/incendies-en-australie-le-premier-ministre-hue-et-insulte-par-des-habitants_2113368.html

¹² AFP, « menace climatique : le double jeu de l'Australie » [en ligne], Le Monde, 16 août 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/16/menace-climatique-le-double-jeu-de-l-australie_5499895_3210.html



ailleurs été déposées au Secrétariat de la Convention Climat des Nations Unies. Cela démontre encore que la lutte contre le réchauffement reste un enjeu de taille, et que tous les pays ne subiront pas les mêmes impacts.

Pour autant, de bonnes nouvelles sont à relever. Dans un premier temps, en septembre 2020, la Chine premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, a créé la surprise en s'engageant à la neutralité carbone d'ici 2060¹³¹⁴. Le Japon et la Corée du Sud suivent en suivant cet objectif pour 2050. Ensuite, les pays de l'Union européenne (UE) ont voté une baisse significative des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030¹⁵. L'UE a relevé son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030, passant de 40 à 55 %¹⁶.

Enfin, Donald Trump, ancien Président des Etats-Unis, avait pris la décision de sortir de l'Accord de Paris, alors même que le pays était le deuxième émetteur de gaz à effet de serre en 2015. L'élection de Joe Biden en 2020 à la présidence des Etats-Unis signe le retour de cet acteur important dans l'Accord de Paris¹⁷. Pour Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), il ne faut pas sous-estimer ces signaux : « L'Accord de Paris a instauré une conversation globale complètement différente (...) On est passé de discussions sur des ambitions marginales en termes de réductions de GES (gaz à effet de serre) à une course à la neutralité carbone ».

La pandémie mondiale de Covid-19 a temporairement contribué à l'amélioration climatique de la planète. En effet, la mise en arrêt forcée des activités économiques a provoqué une baisse des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 7% en 2020¹⁸. Pour autant, cela n'a pas empêché l'augmentation de CO2 dans l'atmosphère. De plus, les phénomènes climatiques extrêmes n'ont pas décré car l'année a connu ouragans, canicules, et feux intenses. Selon l'ONU, 2020 est l'année, sinon la plus chaude, au moins l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées¹⁹.

Avec la crise sanitaire, des plans de relance économique verts ont été envisagés. Néanmoins, certains

¹³ GARRIC Audrey, LEMAITRE Frédéric, « la Chine surprend en s'engageant à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060 » [en ligne], Le Monde, 24 septembre 2020, https://www.lemonde.fr/climat/article/2020/09/24/la-chine-surprend-en-s-engageant-a-atteindre-la-neutralite-carbone-d-ici-a-2060_6053402_1652612.html

¹⁴ SCHAEFFER Frédéric, « Climat : cinq ans après, la Chine redonne du souffle à l'accord de Paris » [en ligne], Les Echos, 10 décembre 2020, <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/climat-cinq-ans-apres-la-chine-redonne-du-souffle-a-laccord-de-paris-1272778>

¹⁵ ALVAREZ Concepcion, « l'Union européenne relève son ambition avec une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 » [en ligne], Novethic, 11 décembre 2020, <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/a-la-veille-des-cinq-ans-de-laccord-de-paris-l-union-europeenne-releve-son-ambition-avec-une-baisse-des-emissions-de-55-d-ici-2030-149290.html>

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ FRICOT Pauline, « retour des Etats-Unis dans l'accord de Paris : un symbole en attente de preuves » [en ligne], Novethic, 26 janvier 2021, <https://www.novethic.fr/actualite/politique/isr-rse/retour-des-etats-unis-dans-laccord-de-paris-un-symbole-qui-necessite-des-preuves-149448.html>

¹⁸ AFP, « l'Accord de Paris a 5 ans et le monde se dirige vers un réchauffement de plus de 3° » [en ligne], Futura Sciences, 12 décembre 2020, <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/climatologie-accord-paris-5-ans-monde-dirige-vers-rechauffement-3-c-10644/>

¹⁹ MAYER Nathalie, « NASA : les sept dernières années ont été les sept années les plus chaudes jamais enregistrées » [en ligne], Futura Sciences, 15 janvier 2021, <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/meteorologie-nasa-les-sept-dernieres-annees-ont-ete-sept-annees-plus-chaudes-jamais-enregistrees-72016/>



défenseurs du climat affirment qu'il s'agit de plans « climaticides » car les fonds les plus importants sont donnés en faveur du développement des énergies fossiles²⁰. Le projet *Energy Policy Tracker*²¹ observe que les pays du G20 ont annoncé au moins 242,31 milliards de dollars de financement public en faveur des énergies fossiles, contre 187,63 milliards pour les énergies propres (chiffres actualisés au 10 février 2021)²². A ce jour, 189 parties ont ratifié ce plan, avec le retour prochainement des Etats-Unis. Cette démarche semble paradoxale étant donné que les gouvernements doivent baisser leur production de combustibles fossiles de 6% entre 2020 et 2030 selon le PNUE. D'après le GIEC, il faudrait que les émissions diminuent de 45% d'ici 2030 par rapport à 2010 si l'on souhaite contenir le réchauffement à 1,5°C d'ici la fin du siècle.

En définitive, l'urgence climatique n'est pas décriée malgré les engagements pris notamment par les puissances émettrices les plus importantes à l'instar de la Chine. Aujourd'hui, émerge une véritable conscience des enjeux climatiques autour du globe, notamment portée par des personnalités engagées à l'exemple de Greta Thunberg, Cette jeune Suédoise a réussi à fédérer la jeunesse autour de la question climatique, mettant de plus en plus le climat au centre des débats. Pour autant, la concrétisation des objectifs se fait longue alors même que les phénomènes climatiques deviennent de plus en plus violents et soudains. Une accélération des procédures en faveur de la clause climatique est pressante notamment pour les pays les plus vulnérables comme les pays en voie de développement.

Les défis persistants : l'enjeu des pays en voie de développement

L'inégale action en faveur du climat entre pays développés et en voie de développement soulève un débat récurrent. Peut-on parler d'efforts différenciés en faveur du climat ? Comme expliqué précédemment, les pays développés doivent assister au mieux les pays en voie de développement vers une croissance verte et un développement durable. Ces pays ont un retard considérable au niveau économique au moment où les grandes puissances sont dans des phases de décroissance de l'utilisation de l'électricité, de l'hydrogène. Cet écart peut apparaître comme un blocage pour les Etats en voie de développement qui sont encore en phase de croissance économique, souvent avec des moyens peu respectueux de l'environnement. Même si évidemment, le décalage de

²⁰ « Après-Covid, des plans de relance climaticides ? » [en ligne], Good Planet Mag, 9 novembre 2020, <https://www.goodplanet.info/2020/11/09/apres-covid-des-plans-de-relance-climaticides/>

²¹ Le projet à but non lucratif Energy Policy Tracker fournit des informations sur les engagements de fonds publics pour différents types d'énergie, ainsi que sur d'autres politiques soutenant la production et la consommation d'énergie. La recherche suit une approche ascendante, qui consiste à collecter des données sur les politiques individuelles au niveau national, puis à les agréger. https://www.i4ce.org/go_project/energy-policy-tracker/

²² *Ibid.*



développement peut expliquer l'utilisation de tels outils, c'est aussi la faute des gouvernants de ces pays qui, au travers de leurs politiques nationales, ne placent pas l'impact climatique au cœur des enjeux. En effet, à cause de la question économique qui prime, la croissance reste aujourd'hui l'objectif des Etats les moins développés. Si l'on aborde la question des ressources par exemple, la plupart des Etats dotés de ressources dérivant des énergies fossiles comme les hydrocarbures font partie de ces Etats en voie de développement. Alors que les grandes puissances, elles, sont dans une dynamique de changement de paradigme vers des énergies plus vertes.

Ainsi, il est tout à fait probable que les décisions futures à prendre sur la question climatique ne seront pas perçues comme bénéfiques pour tous.

L'enjeu est également important pour les pays en voie de développement, et notamment les pays africains, extrêmement vulnérables aux effets du changement climatique. L'Afrique est déjà fragilisée par des carences structurelles comme la pauvreté, la famine, les guerres. Le changement climatique a et aura des conséquences sur ce continent²³, notamment sur le plan de la disponibilité des ressources qui ne feront que diminuer, créant alors une forme de pression sur les restantes. De plus, le continent verra d'ici 2050 sa population passer de 1 à 2,5 milliards d'habitants²⁴. Cet accroissement démographique accentuera les problématiques existantes induites par le changement climatique, et la pression sur les ressources ne fera que croître.

L'enjeu climatique est central pour le continent africain mais beaucoup de questions ne sont pas encore à l'ordre du jour à l'instar de la décroissance ou la transition énergétique, même si certains Etats montrent l'exemple comme le Rwanda²⁵. Le pays d'Afrique centrale est qualifié de « bon élève » de l'Accord de Paris sur le climat car mène des efforts importants pour une stratégie de croissance verte, pays dont la population est à 80%²⁶ agricole et donc dépend du climat pour se nourrir et travailler. Certains projets de grande envergure en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique sont tout de même discutés à l'exemple de la grande muraille verte dont l'objectif est de lutter contre la désertification au Sahel par le reboisement massif²⁷. L'Ethiopie travaille également à la reconstruction de ses « puits de carbone » à travers son programme Green Legacy²⁸ lancé en mai 2019 qui vise à la plantation de quatre 4 milliards d'arbres avant octobre 2019.

²³ WASHINGTON Richard, « Comment l'Afrique risque d'être affectée par le changement climatique » [en ligne], BBC News Afrique, 19 décembre 2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-50835431>

²⁴ AFP, « la population de l'Afrique devrait doubler d'ici 2050, quadrupler d'ici 2100 » [en ligne], *Le Monde*, 20 septembre 2017, https://www.lemonde.fr/demographie/article/2017/09/20/la-population-de-l-afrique-devrait-doubler-d-ici-2050-quadrupler-d-ici-2100_5188094_1652705.html

²⁵ CAMEL Laurence, « le Rwanda, bon élève de l'Accord de Paris sur le climat » [en ligne], *Le Monde*, 27 mai 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/27/le-rwanda-bon-eleve-de-l-accord-de-paris-sur-le-climat_6040930_3212.html

²⁶ *Ibid.*

²⁷ SIDIBE Emile Yves, « combattre la désertification au Sahel : l'initiative de la Grande Muraille verte » [en ligne], Wathi, 5 février 2021, <https://www.wathi.org/combattre-la-desertification-au-sahel-linitiative-de-la-grande-muraille-verte/>

²⁸ Federal Democratic Republic of Ethiopia – Office of the Prime Minister, <https://pmo.gov.et/greenlegacy/>



Aujourd'hui, les gouvernants des pays en voie de développement, et notamment des pays africains, doivent recentrer leurs politiques nationales et supranationales autour du climat qui aura des conséquences majeures sur les populations, principalement rurales. Ils doivent travailler à des alternatives pour assurer un développement vert de leur pays, et ainsi combler l'écart accumulé sur la question avec les pays développés.



CONCLUSION

Cinq années après l'Accord de Paris, le bilan est mitigé. Les objectifs sont peu remplis et les problématiques fondamentales restent entières. Le réchauffement climatique se perçoit toujours par la hausse de la température moyenne observée dans les océans, au niveau de l'atmosphère, et à la surface de la terre. Qu'elle soit climatique, d'origine humaine à cause de l'agriculture intensive, ou démographique, la déforestation est également un autre facteur qui accentue cette émission de gaz à effet de serre.

Aujourd'hui, l'urgence climatique révèle la nécessité d'un rôle plus accru des acteurs étatiques (gouvernements), des acteurs non étatiques (ONG), ainsi que les citoyens qui sont appelés à changer de comportement en adoptant de nouvelles habitudes plus éco-responsables. L'universalité de ce modèle semble être un idéal car les engagements francs en faveur de la cause climatique peinent à se mettre en place sur du court terme. De plus, même si de plus en plus de personnes adoptent une forme de « conscience écologique », les climatosceptiques, notamment ceux à la tête d'Etats, sont un frein à une prise de décision commune en faveur du climat. Si l'on se réfère à ces termes, « le monde est un village planétaire, mais toutes les cases ne sont pas faites de la même paille ».

En définitive, la question climatique est aujourd'hui au centre des préoccupations pour tous les pays du globe, mais les pays en voie de développement peinent à suivre le rythme donné par les pays développés en faveur de la décroissance. Ainsi, l'atteinte des objectifs fixés et la lutte contre le dérèglement climatique en général, nécessitent beaucoup de volonté politique de la part des décideurs et surtout des pays les plus impactés, comme en Afrique qui sera d'autant plus vulnérable avec l'accroissement démographique, couplée à une disponibilité en ressources amoindrie d'ici 2050.